



## **Cahier des Charges**

**(Valant acte d'engagement et cahier des charges administratives)**

### **MARCHE PUBLIC**

Référence à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-FCS

**REF : 24 SCE 043 M**

**MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO)**

**POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE**

**CAMPUS DES ECOLES TELECOM SUDPARIS ET INSTITUT MINES-TELECOM BUSINESS  
SCHOOL EVRY (91)**

Date de notification :

Imputation budgétaire :

Comptable Assignataire : Agent comptable de l'Institut Mines-Télécom

Ordonnateur des dépenses : Messieurs les directeurs d'Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis

## CONTEXTE

L'Institut Mines-Télécom est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, placé sous la tutelle du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé des communications électroniques. Il jouit d'un rayonnement international dans ses missions de formation, de recherche, et d'innovation dans le domaine des sciences et technologies de l'information et de la communication.

Il est composé d'une Direction Générale et de 7 grandes écoles d'ingénieurs et 1 école de management situées sur l'ensemble du territoire national.

- Direction Générale, située à Palaiseau (91),
- Télécom Paris située à Palaiseau (91),
- **Télécom SudParis située à Evry-Courcouronnes (91),**
- **Institut Mines-Télécom Business School située à Evry-Courcouronnes (91),**
- IMT Atlantique située à Brest (29), Rennes (35) et Nantes (44),
- IMT Mines Alès, située à Alès (30),
- IMT Mines Albi, située à Albi (81),
- IMT Lille-Douai, située à Douai (59) et à Villeneuve-d'Ascq (59),
- Mines Saint Etienne, située à Saint Etienne (12) et Gardanne (13).

**La présente consultation concerne le campus des écoles Télécom SudParis et Institut Mines-Télécom Business School basées sur le même campus sis 9, rue Charles Fourier à Evry-Courcouronnes. (91228)**

L'Institut Mines-Télécom, lors d'une mise en concurrence passée en application de la loi Sapin du 29 janvier 1993, a mis en place, un contrat de délégation de service public (DSP) qui a été attribué à la société Eurest du groupe Compas le 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour une durée de 10 ans.

Ce contrat, actuellement en cours, arrive à son terme au 31 décembre 2025. Les écoles Institut Mines-Télécom Business School (IMT-BS) et Télécom SudParis (TSP) ont prévu de relancer un marché durant l'année 2025, avec comme objectif une notification **début novembre 2024** et un démarrage **au 1<sup>er</sup> janvier 2026**. Le délai entre la date de notification et la date de démarrage sera réservé à la reprise du personnel et à la mise en place du nouveau marché.

Cette restauration collective et de traiteur est destiné aux élèves étudiants, aux personnels, et aux invités accrédités d'Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis.

Le restaurant est basé sur le campus au rez-de-chaussée du bâtiment U7, bâtiment d'hébergement géré par la maison des élèves (MAISEL).

- Ci-joint, plan de masse.

## **PARTIES CONTRACTANTES**

### **L'acheteur**

Institut Mines-télécom Business School et Télécom SudParis, écoles internes de l'Institut Mines-Télécom, Etablissement public à caractère Scientifique, culturel et professionnel créé par le décret n° 2016-1527 du 14 novembre 2016 modifiant le décret n° 2012-279 du 28 février 2012 représentées par les signataires du présent marché Herbert Castéran Directeur de Institut Mines-télécom Business School et Monsieur François Dellacherie, Directeur de Télécom SudParis.

Numéro SIRET : 180 092 025 00071

Code APE : 8542 Z

**Ci-après dénommé « l'acheteur » ou « IMT-BS et TSP »**

### **Le co-contractant (à renseigner)**

Nom de l'entreprise : .....

Forme de l'entreprise ou de l'entité : .....

Adresse siège social : .....

Au capital de : .....

Nom, prénom et qualité du signataire : .....

Numéro RCS : .....

Numéro SIRET : .....

☐ Agissant pour le compte de l'entreprise ou de l'entité cités ci-dessus

☐ Agissant en tant que mandataire du groupement pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature (type DC1)

**Ci-après dénommé « Le Titulaire »,**

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du présent marché énuméré à l'article 2 du présent cahier des charges, le titulaire :

✎ Déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 44 du CMP et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice

éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu de lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2245-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) Que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, sont exacts.

✍ **S'ENGAGE** sans réserve ou **ENGAGE** sans réserve le groupement dont il est mandataire (**rayez les mentions inutiles**), à exécuter les prestations faisant l'objet du présent marché dans les conditions définies dans les documents listés à l'article 3 du CCAP.

L'offre ainsi présentée ne le lie ou ne lie le groupement (**rayez les mentions inutiles**) toutefois que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de 90 (quatre-vingt-dix) jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

## **1 - OBJET/PROCEDURE/FORME DU MARCHE**

---

### **1.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un marché de restauration collective destiné aux écoles Institut Mines-Télécom Business School (IMT-BS) et Télécom SudParis (TSP) sis 9, rue Charles Fourier à Evry-Courcouronnes (91).

**Code CPV : Services de conseil en gestion de projet - 72224000**

### **1.2 Procédure du Marché**

Le marché est passé selon les dispositions de l'article R2123-1 de la commande publique.

### **1.2 Forme du marché**

Le présent marché est un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

### **1.3 Durée du marché – Délai d'exécution**

La durée du marché s'entend de la date de notification jusqu'à la réception des prestations associées.

## 1.4 Différents intervenants

### ❖ Maître d'ouvrage :

Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis  
9, rue Charles Fourier 91011 Evry-Courcouronnes  
Représenté par directeur Campus d'Evry : **Thibault Sardent**  
Email : [thibault.sardent@imtbs-tsp.eu](mailto:thibault.sardent@imtbs-tsp.eu)  
Téléphone : +33 1 60 76 42 43

Direction des affaires financières de IMT-BS et TSP  
Représenté par Madame Gisèle Georges – Directrice des affaires financières  
Email : [gisele.georges@imtbs-tsp.eu](mailto:gisele.georges@imtbs-tsp.eu)  
Tel : 01.60.76.42.17

Service achats/marchés  
Représenté par Madame Lydia Charpy – Responsable achat/marchés publics  
Email: [lydia.charpy@imtbs-tsp.eu](mailto:lydia.charpy@imtbs-tsp.eu)  
Tel: 01.60.76.40 09

### ❖ Assistant au Maître d'ouvrage :

Le Titulaire doit désigner un interlocuteur privilégié pour toute la durée de l'exécution du marché, dans les 5 jours de la notification du marché.

Le Titulaire doit communiquer l'adresse email et le numéro de téléphone de cet interlocuteur. Cette formalité n'est pas nécessaire si le Titulaire a déjà communiqué ces informations dans son mémoire technique.

Tout changement de l'interlocuteur doit être préalablement communiqué à l'acheteur.

## 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

---

### 2.1 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

#### 2.1.1 Pièces particulières

- Le présent cahier des charges qui vaut acte d'engagement et cahier des charges administratives
- La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- La grille coût jour/homme remis par le titulaire
- Le cahier des clauses techniques
- Le mémoire technique du titulaire

### 2.1.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de **Fournitures et Services** (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 à l'exception de ses commentaires.
- L'ensemble des textes normatifs à caractère législatifs, réglementaires et techniques non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les marchés.

## 3. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS ATTENDUES

---

En tant que maître d'ouvrage, la direction des écoles Institut Mines-Télécom Business School (IMT-BS) et Télécom SudParis (TSP), souhaite être assistée sur les aspects techniques, juridiques et financiers de la sortie de la délégation de service public actuelle à l'élaboration du futur marché de restauration.

- Mission 1 : Accompagnement aux démarches pour la sortie du contrat (DSP) de restauration collective en cours.
- Mission 2 : Accompagnement au renouvellement du marché public de restauration collective et traiteur des écoles Institut Mines-Télécom Business School (IMT-BS) et Télécom SudParis (TSP)

Ces 2 missions font l'objet de prix forfaitaires, indiqués au sein de l'annexe 2 « DPGF » du présent CDC. Les forfaits indiqués dans l'annexe financière englobent la totalité des prestations attendues.

En complément, un suivi qualité du nouveau marché de restauration collective et traiteur pourra être demandé au démarrage du nouveau marché par émission d'un bon de commande établi sur la base d'une grille coûts jour/homme remis par le titulaire en sus de son offre commerciale.

### 3.1 Prestations forfaitaires

#### 3.1.1 Mission 1 : Assistance pour la sortie du contrat (DSP) de restauration collective et traiteur actuellement en cours

Cette mission comprend :

- Diagnostic et référentiel
  - Inventaire des matériels (mobiliers, vaisselles)
  - Liste des équipements techniques, entretien matériel
  - Etat des lieux des locaux
  - Analyse des comptes d'exploitation
  - Analyse des consommations self et cafétéria
  - Suivi du respect des accords contractuels ;
  - Rédaction de documents le cas échéant.

### 3.1.2 Mission 2 : Accompagnement au renouvellement du marché public de restauration collective et traiteur des écoles IMT-BS et TSP

Cette mission comprend :

✓ **Phase 1 – Définition du besoin :**

- Analyse des besoins
  - Analyse du contrat de délégation de service public (DSP) actuel en identifiant les points à améliorer
  - Compréhension des espaces de restauration (les cuisines et ses locaux annexes, le self, la cafeteria)
  - Constitution d'un rétro planning jusqu'à la mise en place du prochain marché de restauration.
  - Rédaction du CCTP (préconisations loi Egalim, objectifs RSE, textes en vigueur, ...)
- Cette phase inclut les relectures et améliorations du cahier des charges en lien avec le directeur campus des écoles IMT-BS et TSP ; la Direction des affaires financières et le pôle achats/marchés des deux écoles, ci-dessus dénommés, autant que nécessaire.

✓ **Phase 2 – Rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises :**

A la suite de l'analyse des besoins, le titulaire conseil la direction des écoles Institut Mines-Télécom Business School (IMT-BS) et Télécom SudParis (TSP) quant à la procédure et élabore le nouveau cahier des charges techniques particulières (CCTP) comprenant les éléments suivants :

- Le règlement de la consultation et les critères d'attribution, conformément au modèle mis à disposition par le pôle achats/marchés publics des écoles ;
  - Le Cahier des Charges Administratives (CCAP) avec préconisation des pénalités applicables, les aspects réglementaires en vigueur, conformément au modèle mis à disposition par le pôle achats/marchés publics des écoles ;
  - Construction des grilles tarifaires (DPGF – BPU) annexes financières nécessaires
  - Autres annexes (technique, reprise du personnel, ...)
- Cette phase inclut les relectures et améliorations du cahier des charges en lien avec le directeur campus des écoles IMT-BS et TSP et la Direction des affaires financières pôle achats/marchés des deux écoles, dénommés ci-dessus, autant que nécessaire.

✓ **Phase 3 – Consultation et sélection**

Cette phase inclut les prestations suivantes :

- Visite des espaces de restauration avec les candidats, le cas échéant ;
- Suivi des questions réponses par écrit aux différents candidats selon les délais stipulés au règlement de la consultation ;
- Analyse des candidatures et des offres selon les différents critères stipulés au règlement de la consultation
- Etablissement de l'analyse



- Réunion de présentation de l'analyse et aide au choix du candidat
- Assistance aux négociations (organisation, animation des réunions)
- Suivi et gestion des questions complémentaires ;
- Analyse finale, rapport et présentation
  - Les documents d'analyse des offres en rapport avec les critères de sélection (si les tableaux ne sont pas ceux de l'acheteur) ;
  - Le cas échéant, un document expliquant de manière détaillée et argumentée pourquoi les préconisations réglementaires et la dimension environnementale ne peut être prise en compte ou que partiellement dans le marché au travers d'exigences, de clauses ou de critères ;
- Gestion des mises au point du contrat, le cas échéant.

Le titulaire devra travailler en dialogue permanent avec le directeur campus des écoles IMT-BS et TSP ; la Direction des affaires financières et le pôle achats/marchés des deux écoles, ci-dessus dénommés, à raison au minimum d'une réunion mensuelle.

La notification du marché restauration collective et traiteur doit intervenir au plus tard début **Novembre 2025** afin de permettre au nouveau prestataire de préparer sa prestation.

Pour information, avant la notification, le marché doit être présenté et validé par la Direction des écoles.

### **3.2 Prestations à bons de commande**

Au besoin, il pourra être commandé sur la base d'une grille coût/jour/homme, en plus du forfait indiqué dans la DPGF, les prestations suivantes :

- **Accompagnement à la mise en exploitation**

Cette mission comprend :

Réunion de déploiement et de mise en exploitation :

- Vérifier au respect de la reprise du personnel et à l'organisation avec le personnel d'encadrement.
  - Contrôler le respect des délais et des engagements contractuels.
  - Mise en place d'une instance chargée de contrôler les évolutions de tarifs et suivre la qualité des prestations.
- **Toute prestation supplémentaire jugée nécessaire pour la bonne exécution du nouveau marché de restauration.**

## **4. MONTANT DU MARCHE**

---

### **4.1 Nature des prix**

Le marché est traité à prix global et forfaitaire. Ce prix rémunère l'ensemble des prestations définies à l'article 3 du présent cahier des charges et détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire annexée au présent marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent également :

- La réalisation des prestations objet du présent marché ;
- Les frais d'assurance, notamment en responsabilité civile.
- Les réunions;
- Les frais de reproduction ;
- Les frais de déplacement ;
- Les frais de restauration et d'hébergement ;
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement ce type de prestations ;
- Toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations demandées ;
- L'ensemble des charges afférentes à ladite exécution.

#### 4.2 Montant du marché

Résultant de la décomposition du prix global et forfaitaire complété par le titulaire en annexe du présent marché.

Montant total Hors Taxes :	.....	€
TVA au taux de : .... %	.....	€
Montant total Toutes Taxes Comprises :	.....	€

#### 4.3 Révision des prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

#### 4.4 Application de la taxe à valeur ajoutée

Le taux de TVA est le taux légal en vigueur lors de la conclusion du marché.

#### 4.5 RIB

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du mandataire ci-dessous :

(Joindre un RIB)

Compte ouvert au nom de : .....

Nom et adresse de la banque : .....

<u>Code Banque</u> : .....	<u>Code Agence</u> : .....	<u>Numéro de compte</u> : .....	<u>Clé RIB</u> : .....
<u>IBAN</u> : .....			<u>BIC</u> : .....

En cas de changement de coordonnées bancaires, le nouveau relevé d'identité bancaire sera transmis par le titulaire.

## **5. NANTISSEMENT, CESSIION DE CREANCES, OPPOSITION**

### **5.1 Nantissement/Cession**

Le présent marché peut faire l'objet de nantissement ou de cession de créances de la part du titulaire, qui en fait la demande auprès du service des marchés publics d'Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis, dans les conditions prévues aux articles 127 à 131 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

En cas de sous-traitance intervenant après le nantissement ou la cession du marché concerné par le titulaire, ce dernier doit produire à Institut Mines-Télécom Business School une main levée de l'organisme financier, auquel a été nanti ou cédé l'accord cadre concerné, à hauteur du montant des prestations sous-traitées.

### **5.2 Opposition**

Toute opposition résultant de nantissement ou de cession de créances doit être transmise à l'adresse suivante : Institut Mines-Télécom / Agence Comptable – 19 Place Marguerite Perey – 91120 Palaiseau

## **6. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE**

### **6.1 Vérification et admission des prestations**

Les dispositions des articles 27 à 30 du C.C.A.G/FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 sont applicables en matière de surveillance, de constatation de l'exécution des prestations.

## **7. PENALITES**

Conformément à l'article 14 du CCAG/FCS, arrêté du 30 mars 2021, tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités.

## 8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 8.1 Modalités de règlement des comptes

#### 8.1.1 Présentation des factures

A l'issue de l'admission des prestations par l'acheteur, le titulaire produit au fur et à mesure de l'avancement une facture. Un échéancier pourra être établi entre les deux parties.

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché
- l'identification des prestations
- la référence du bon de commande si besoin
- le nom et l'adresse du titulaire
- le numéro du compte bancaire à créditer
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant T.T.C.
- la date d'établissement de la facture

Au besoin, il pourra être commandé sur la base d'une grille coût/jour/homme, en plus du forfait indiqué dans la DPGF, une prestation supplémentaire nécessaire concernant l'objet du marché, tel que définie à l'article 3.2 du présent cahier des charges. Dans ce cas, un bon de commande sera établi après validation de l'acheteur sur présentation d'un devis détaillé.

Le bon de commande comportera les indications suivantes :

- La référence du marché,
- La désignation de la prestation commandée
- Le prix unitaire HT tel qu'indiqué dans la grille TH/J du titulaire
- Le montant total HT
- Le montant total TTC

#### **Transmission des factures :**

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://choruspro.gouv.fr>

Le titulaire renseignera le Siret de Services Généraux de Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis : **180 092 025 000 71**

Le code service à utiliser est le suivant : **SG\_FACTURES\_SERVICE\_FINANCIER**

Les éléments suivants sont nécessaires :

#### **N° d'engagement juridique**

Il s'agit du n° figurant sur votre bon de commande. Sa structure doit respecter impérativement le formalisme suivant : **EJ/F/Millésime/le N° de la commande**

## **9.2 Délai de paiement**

La personne publique se libérera des sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la facture.

## **9.3 Service chargé de paiement**

Le service chargé du paiement est :

L'agent comptable de l'Institut Mines-Télécom  
19, Place Marguerite Perey  
91120 PALAISEAU

## **10 – SOUS-TRAITANCE**

---

### **10.1 Généralités**

L'entreprise peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

### **10.2 Paiement direct du sous-traitant**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la part du contrat dont il assure l'exécution (article R2392-13 du Code de la commande publique).

## **11– CONFIDENTIALITE**

---

Le titulaire s'engage à ne divulguer à quiconque, sans en avoir été expressément autorisé par l'acheteur les informations de toute nature relatives notamment aux résultats des prestations effectuées, au fonctionnement et au personnel de l'établissement, que l'exécution de sa mission l'amènerait à connaître.

Le titulaire s'engage à informer son personnel et ses intervenants des obligations de confidentialité qui s'imposent dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le non-respect de ces dispositions par le titulaire est considéré comme une faute de nature à conduire l'acheteur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

## **12 - ASSURANCE / JUSTIFICATIFS SOCIAUX ET FISCAUX**

---

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

### 13 - FORCE MAJEURE

L'une ou l'autre Partie ne peut être tenue responsable de tout défaut ou retard d'exécution causé par des circonstances indépendantes de sa volonté, ce qui comprend, sans toutefois s'y limiter, les désastres naturels, les incendies, les conflits de travail, etc.

Le marché pourra être suspendu ou modifié totalement ou partiellement en cas de force majeure ou de survenue d'un événement imprévisible.

### 14 - RESILIATION – SUSPENSION – LITIGES – ELECTION DE DOMICILE

L'acheteur se réserve le droit de résilier par notification écrite le marché avec effet immédiat si le titulaire venait à :

- a. Manquer aux obligations qui lui incombent au titre du présent marché et ne pas réparer un tel manquement dans un délai de 10 (dix) jours à compter de la date à laquelle IMT-BS et TSP lui auront notifié le manquement en question ;
- b. S'avérer incompetent, coupable d'une faute professionnelle grave et/ou d'une négligence importante ou persistante dans la fourniture des prestations.

Suite à la résiliation du présent marché conformément aux dispositions précédentes a) ou b), IMT-BS et TSP ne seront tenu de verser au titulaire ni indemnité ni dommages et intérêts de quelque nature que ce soit, sous réserve toutefois que les sommes dues avant la date d'expiration ou de résiliation aient été dûment réglées.

Les différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation du présent marché en l'absence d'accord amiable entre les parties, seront portés devant les tribunaux administratifs compétents.

Pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché, le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.

### 15 - DROIT APPLICABLE – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le marché est soumis au droit français. Plus particulièrement, il est soumis aux dispositions entourant les achats des personnes publiques. Aussi toute stipulation contraire qu'il contiendrait qui serait contraire à une disposition du code de la commande publique serait considérée nulle et non avenue.

Les litiges qui ne connaîtraient pas une solution amiable relèvent des tribunaux de l'ordre administratif, qui sont compétents à l'exclusion de tous autres pour connaître des différends qui naîtraient de l'exécution du marché au regard du code de la commande publique.

### 16 – DEROGATION AU CCAG/PI

Article du présent CCAP	Article auquel il est fait dérogation dans le CCAG-PI
Article 3 – Documents contractuels	4.1

## 17 - SIGNATURE DU MARCHE PAR LE TITULAIRE

Fait en un original,

A \_\_\_\_\_, le

La personne habilitée à engager le(s)  
**Titulaire(s)**

(Nom du titulaire, signature précédée de  
la mention manuscrite “ lu et approuvé ” et  
cachet)

## 18 - DECISION DE L'ACHETEUR - NOTIFICATION

- Le présent acte d'engagement comporte les annexes énumérées ci-après<sup>1</sup> :

☐ Annexe 1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

☐ Annexe 2 : Grille coût/journalier

**Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement**

A Evry, le

L'acheteur

Herbert CASTERAN  
Directeur d'Institut Mines-Télécom Business School

François DELLACHERIE  
Directeur de Télécom SudParis

La notification s'effectue sur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## -Annexes financières –

Décomposition du Prix Global et Forfaitaire